

## SOMMAIRE

### Page 1

Oui, la reprise est là...  
Hervé Morin fait ce qu'il dit.

### Page 2

Le G.5 contre la radicalisation.  
Villers-Cotterêts contre Saint-Michel.

### Page 3

Le mariage à trois.  
Le verrou de Mantes-la-Jolie.

### Page 4

Le rendez-vous de Bonneuil.  
Les investissements.

### Hervé Morin fait ce qu'il dit...

Le président Morin est obstiné, c'est, chez lui, une qualité, puisqu'il s'obstine à faire ce qu'il dit, insensible au scepticisme provoqué par certaines de ses annonces. Il vient encore de le prouver, ce mois-ci, en faisant avancer plusieurs de ses dossiers.

#### L'HAROPA des aéroports

Ce n'est pas tout à fait l'autorité aéroportuaire unique dont il souhaitait la création rapide, sous la forme d'un syndicat mixte, dès sa prise de fonction en 2016. Mais le lancement de l'association "Aéroports de Normandie" est une première étape pour rapprocher les aéroports de Rouen, Caen, Le Havre et Normandie-Deauville, valoriser leurs complémentarités et réduire leurs concurrences.

- Chaque plate-forme reste maîtresse de son offre commerciale, mais toutes font le pari d'une "mise en convergence de leur développement" dans le cadre d'une politique d'investissement régional multi-site défendue par Hervé Morin.

*Commentaire : d'une certaine façon, "Aéroports de Normandie" est l'HAROPA des quatre plates-formes normandes, la première étape d'une intégration (peut-être) plus importante. La démarche est soutenue par Joël Bruneau, Frédéric Sanchez et Luc Lemonnier.*

## Oui, la reprise est là...

### • 92 200 embauches prévues en Normandie.

Comme chaque année, depuis 17 ans, Pôle Emploi a réalisé, avec le concours du CREDOC, une enquête sur les "Besoins en main-d'œuvre" en Normandie. Plus de 21 700 établissements ont répondu ; 98 200 embauches sont prévues.

*Mon commentaire : il y a des chiffres qui font plaisir. 98 200 intentions d'embauches, ce sont 18 200 de plus qu'en 2017, 2017 qui avait été elle-même une année de forte progression : 16 200 de plus qu'en 2016. Pour dire les choses autrement, les projets de recrutement ont bondi de 70% en deux ans, traduisant ainsi la confiance retrouvée des dirigeants normands.*

### • Tous les indicateurs sont mieux orientés.

- 23% des établissements envisagent de recruter au moins un salarié en 2018. Ils étaient 15% en 2016. Les PME de 50 à 100 salariés sont les plus optimistes.

- La hausse du nombre d'intentions d'embauche concerne tous les secteurs d'activité. Mais elle est particulièrement soutenue dans l'industrie manufacturière (+89%, soit +5 400 embauches par rapport à 2017), qui devient ainsi le second pôle de recrutement avec 11 391 projets.

- Cet indicateur est particulièrement encourageant ; rappelons que l'industrie avait perdu plusieurs milliers d'emplois entre 2010 et 2015 ; quand l'industrie embauche, elle propose souvent des CDI ou des CDD longs (plus de 6 mois).

- Comme toujours, le secteur des services demeure le premier pôle de recrutement en Normandie. Il représente 61% du total des projets. Le secteur des "services scientifiques, techniques, administratifs et de soutien" concentre 12 800 embauches potentielles (+3 500 projets en un an), juste devant la "santé humaine et action sociale" (12 300 projets, soit le même potentiel d'emploi qu'en 2017).

- Le secteur du commerce progresse également : 11 200 projets (+24%).

*À noter : les intentions d'embauche liées à une activité saisonnière (agriculture, hébergement-restauration) représentent 29% de l'ensemble des projets normands (26 816 recrutements potentiels), un taux en baisse de 15 points en un an.*

### • Les dynamiques territoriales.

Trois projets d'embauche sur 10 sont localisés dans les bassins de Rouen et de Caen. À eux seuls, ils concentrent 27 700 projets. Mais ce n'est pas forcément là que les chefs d'entreprise sont les plus optimistes.

- C'est dans les bassins du Sud Manche, du Nord-Cotentin, du Havre et de Lisieux que la proportion des "dirigeants confiants" est la plus importante puisqu'elle s'élève à plus de 25% de l'échantillon interrogé.

### La zone franche expérimentale

En dépit des inquiétudes exprimées par le CESER sur la fragilité juridique du dispositif et son coût pour la collectivité, l'opération est enfin lancée. Exclusivement réservée aux entreprises industrielles, cette zone économique spéciale (ZES), située à Port-Jérôme-sur-Seine, offre des services et des avantages fiscaux pendant cinq ans. Objectif de la Région : attirer des entreprises et des investisseurs étrangers.

Les avantages sont les suivants :

- Des aides financières via le nouveau dispositif Impulsion INVEST.
- Une exonération dégressive des parts régionales et EPCI de la contribution économique territoriale.
- Un interlocuteur unique à l'Agence de Développement pour la Normandie (ADN).
- La promotion internationale de la zone à travers un partenariat avec Business France.
- L'appui en matière d'aménagement de la Société Economie Mixte "Axe Seine".
- Un « Welcome Package » en faveur des familles des personnels expatriés.

### Seine Normandie Développement.

Étroitement liée à la SHEMA, ayant vocation à travailler avec de nombreux partenaires dont l'EPFN, très orientée vers le développement économique, cette nouvelle Société d'Économie Mixte (SEM) pour l'aménagement et le développement de la vallée de la Seine devrait être formellement créée à l'été 2018, dès lors que le capital social sera constitué, avec un ensemble de partenaires.

- Avec cet outil, Hervé Morin veut participer à la structuration du foncier économique de la vallée de la Seine.

Son originalité : des opérations foncières importantes : plus de 25 M€.

### Hervé Morin y croit...

Répondant à la Chronique qui s'interrogeait l'autre jour sur son "anti-étatisme", Hervé Morin affirme que son combat pour des régions plus fortes et autonomes a toujours été son combat et qu'il y croit (bref, ce n'est pas une posture) ; ce qui ne l'empêche pas de reconnaître l'importance des responsabilités régionales de l'État. Dont acte.

- A contrario, c'est dans les bassins de Gisors, Vire, Argentan, Forges-les-Eaux et Le Tréport que la prudence "à l'embauche" est la plus grande, ici, on attend...

À noter : beaucoup de chefs d'entreprise pensent que leurs projets de recrutement seront difficiles à réaliser, faute de compétences ou faute de candidats. Cela concerne près de 38 000 embauches potentielles. Le secteur de la construction est celui où les difficultés exprimées sont les plus importantes.

À retrouver sur : [www.pole-emploi.fr/region/normandie/informations/l-enquete-besoins-en-main-d-oeuvre-@/region/normandie/](http://www.pole-emploi.fr/region/normandie/informations/l-enquete-besoins-en-main-d-oeuvre-@/region/normandie/)

### Positif.

#### Le G.5 s'organise pour lutter contre la radicalisation.

Considérant que leur rôle de prévention est essentiel dans la lutte contre la radicalisation, les présidents des Départements normands, réunis en G.5 à Louviers (27), ont décidé de travailler sur ce sujet très "sensible".

- Leur conviction : "le Département est la collectivité territoriale qui est la plus en contact avec les personnes les plus fragiles et tous nos agents peuvent être amenés à détecter des cas concrets de basculement et jouer un rôle décisif pour la sécurité publique."

En complément de l'action sécuritaire et judiciaire de l'État, les Départements ont donc décidé de signer un protocole commun qui les engage sur :

- Les échanges de pratiques.
- Les circuits de transmission et d'échange d'informations.
- La sensibilisation et la formation des acteurs de la prévention de la radicalisation.
- La sensibilisation des collégiens aux enjeux et risques de la radicalisation.
- L'évaluation et l'accompagnement des jeunes en voie de radicalisation et de leur famille.

Ce protocole couvre la période 2018/2020.

À noter : cette mobilisation commune est unique en France.

### EPIC en panne

#### Villers-Cotterêts contre le Mont-Saint-Michel.

En janvier, la préfète Fabienne Buccio était optimiste : "l'annonce de la création de l'EPIC du Mont-Saint-Michel pourrait intervenir en février, disait-elle

### Et pendant ce temps-là...

#### • Le double "69" de Seine Normandie Agglomération

Frédéric Duché est le président d'une agglomération "bien traitée" par ses partenaires institutionnels.

- De fait, le contrat de territoire qu'il vient de signer pour SNA (Vernon - 27) prévoit un double "69", comprenez la réalisation de 69 actions pour un montant de 69 M€, qui sera financé à hauteur de 13 M€ par le Département de l'Eure et 6,1 M€ par la Région. D'autres partenaires sont aussi attendus, comme l'État et l'Europe, pour 7,9 M€ de subventions.

- Le montant des aides "extérieures" frôle donc les 40% du total, la proportion est inhabituelle.

Sans doute faut-il y voir un "effet Sébastien Lecornu" ? Comme on le sait, le Secrétaire d'État, qui était présent à la signature, reste la personnalité politique dominante de l'agglomération et du Département ; au Conseil Régional, Hervé Morin y fait également très attention ; résultat : tout le monde se mobilise pour SNA, le "show-room" du Secrétaire d'État.

Les projets les plus importants du Contrat sont d'ailleurs portés par Sébastien Lecornu : la reconversion du plateau de l'Espace à Vernon, l'aménagement des bords de Seine, le développement du tourisme fluvial et ferroviaire, la structuration d'un pôle multimodal autour de la gare de Vernon.

## Patrick Boulier

Président de Dieppe-Maritime, Patrick Boulier signera son contrat de territoire le 27 avril prochain avec la Région et le Département. Le montant des investissements programmés est d'environ 35 M€.

- Parmi les projets retenus : la préparation foncière du projet de centre océanographique, la zone Eurochannel 3, la gare de Dieppe et son pôle multimodal.

*À noter : le centre océanographique pourrait être livré en 2021 pour un coût de 60 M€ ; Nicolas Langlois, le maire de Dieppe espère accueillir entre 500 000 et 1 million de visiteurs.*

## David Nicolas

15 mois après la création de son EPCI, le président de la communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel Normandie vient de faire voter son "premier vrai budget".

- Il s'élève à près de 84 M€ : 60 M€ en fonctionnement et 24 M€ en investissement. Rappelons que MSMN compte 89 000 habitants.

- Pour 2018, David Nicolas reste prudent : pas de lancement de nouveaux grands projets avant d'avoir "digéré" ceux des 5 anciennes intercommunalités fondatrices de l'agglomération, et un effort continu de réduction des dépenses de fonctionnement.

## Sébastien Leroux

L'élection au Sénat de Sébastien Leroux, LR, maire de Putanges-le-Lac (61), qui a succédé à Jean-Claude Lenoir, le 24 septembre dernier, vient d'être annulée par le Conseil constitutionnel.

- Motif : il était inéligible pour ne pas avoir quitté assez tôt ses fonctions de conseiller du président du Conseil départemental de l'Orne. Sébastien Leroux est un proche d'Alain Lambert.

*En principe, un nouveau scrutin doit être organisé dans les 3 mois. Si c'est le cas, Sébastien Leroux ne pourra pas se représenter ; Alain Lambert conteste cette affirmation ; bref, l'affaire n'est pas terminée.*

## Guillaume Roucher

Précédemment DG de la Nantaise des Eaux, Guillaume Roucher est depuis deux mois le nouveau gérant d'Ineo Normandie (groupe ENGIE)

alors, l'EPIC se substituera au syndicat mixte défaillant et, grâce à lui, nous pourrions valoriser ce site exceptionnel de façon dynamique et globale..." Rappelons que la création d'un EPIC n'est pas une mince affaire ; "l'alignement" des différents partenaires est toujours compliqué (État, Régions, Départements, communes, EPCI...) : en moyenne, il faut un an pour construire un tel établissement.

- Aujourd'hui, la création n'est toujours pas annoncée. Officiellement, "l'arbitrage n'a pas été rendu". En réalité, une bataille silencieuse est en train de se jouer à Paris. Le Centre des Monuments Nationaux, qui dépend du Ministère de la Culture, ne voit pas d'un bon œil le projet normand qui le priverait des recettes de l'abbaye du Mont-Saint-Michel : près de 7 M€ en 2016. Et pour se faire entendre, son président, Philippe Bélaval, explique qu'il a besoin de toutes ses ressources pour restaurer le Château de Villers-Cotterêts dont Emmanuel Macron - appuyé par Stéphane Berne - veut faire "le château de la francophonie". À l'Élysée, on est sensible à l'argument.

*Mon commentaire : Villers-Cotterêts contre le Mont-Saint-Michel ; le CNM sait défendre ses intérêts ; les Normands pourraient en faire autant.*

## Le Havre XXL

### Le mariage à trois est un exercice acrobatique.

Les élus de la CODAH ont donc ouvert de nouvelles négociations avec les communautés de communes voisines de Criquetôt l'Esneval et Caux-Estuaire (Saint-Romain de Colbosc) pour créer une communauté urbaine de 54 communes et 275 000 habitants.

- Avec Criquetôt, l'opération est facile, ses élus sont d'accord, ils savent où est leur intérêt.

- Avec Caux-Estuaire, c'est beaucoup plus difficile, ses élus sont divisés avec, d'un côté, 7 maires favorables à l'alliance (le président Didier Sanson en fait partie), et de l'autre 9 irréductibles Gaulois, emmenés par Denis Merville, qui s'opposent à la fusion..

- La préfète Fabienne Buccio vient de signer l'arrêté de périmètre. Toutes les communes ont deux mois pour s'exprimer ; pour Caux-Estuaire, le résultat est incertain.

*Mon commentaire : à Saint-Romain de Colbosc, les 7 "pour" se mobilisent : "il faut unir nos forces pour faire gagner nos territoires", "prenons notre destin en main", "pensons à nos enfants", "le seul pouvoir qui compte, c'est le pou-*

## Et pendant ce temps-là...

### • LNPN : le verrou de fixation de Mantes-la-Jolie

Ils le disent et redisent à chaque occasion, les agriculteurs du Mantois ne veulent pas de la LNPN : le tracé proposé va consommer trop de terres agricoles au sud-ouest de Mantes-la-Jolie.

- Selon le COI (Conseil d'orientation des infrastructures), la section Saint-Lazare/Mantes pourrait être réalisée à l'horizon 2027. Pour les Jeunes Agriculteurs du secteur, c'est la preuve que le projet avance et qu'il va falloir intensifier les actions. Au passage, ils regrettent le manque de détermination des élus de leur communauté urbaine (il s'agit de Grand Paris Seine et Oise) qui ont pourtant exprimé leur opposition au même titre que les élus du Conseil départemental des Yvelines.

- Rappelons que les Jeunes Agriculteurs des Yvelines sont au contact de leurs homologues de l'Eure et de la Seine-Maritime ; deux manifestations anti-LNPN, ont d'ailleurs été organisées, le même jour (c'était le 6 mars dernier), l'une à Yvetôt et l'autre à Mantes-la-Jolie.

Le territoire de Grand Paris Seine et Oise est en train de devenir un verrou pour le projet LNPN. Les agriculteurs sont vent debout, les élus départementaux et locaux les suivent mollement ; on retrouve une situation comparable dans le Département de l'Eure. La LNPN n'est pas suffisamment défendue.

## 24 M€ pour la méthanisation.

La Région et l'ADEME Normandie veulent favoriser et structurer l'émergence des projets via un plan triennal de développement de la méthanisation, faisant intervenir des opérateurs régionaux (Novatech, Chambre Régionale d'Agriculture, Association Régionale Biomasse Normandie) et les syndicats d'énergie normands.

- Entre 2018 et 2020, la Région consacrera 12 M€ au Plan de développement de la méthanisation. De son côté, l'ADEME entend maintenir un soutien équivalent sur la durée du Plan.

## Eolien en mer : crise au PNM.

S'estimant bafoué par la décision de l'AFB d'autoriser la construction du parc éolien du Tréport, Dominique Godefroy, président du Parc Naturel Marin des Estuaires Picards et de la Mer d'Opale, a démissionné. Les représentants des pêcheurs ont fait de même.

Pendant ce temps-là, la société EMDT qui porte le projet du Tréport avance ; elle a organisé un premier atelier sur les retombées touristiques possibles d'un parc éolien, un second est prévu au Tréport, le 3 mai, sur les opportunités économiques.



### Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

**Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44**

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)



Lettre hebdomadaire éditée par :

#### Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues  
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 I 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

#### Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

#### Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

**Abonnement** : 250 € TTC/an pour 44 n°  
(TVA 2,1%)

#### Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros  
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

voir d'agir" ; les 9 "contre" se raidissent, l'idée d'organiser un référendum leur a même traversé l'esprit : radicalisation des positions...

## Pour les Normands

### Edouard Philippe rate son rendez-vous de Bonneuil.

Lundi dernier, Édouard Philippe, Nicolas Hulot et Elisabeth Borne se sont donc rendus à Bonneuil, deuxième port d'Ile-de-France (1 Mt de marchandises) pour souligner l'impérieuse nécessité de développer le fret ferroviaire ET fluvial, afin de combler les retards importants de la France.

- Ils ont beaucoup parlé du ferroviaire avec l'annonce d'une possible privatisation des activités fret de la SNCF ; en revanche, ils sont restés quasiment silencieux au sujet du fluvial.

*Résultat* : pour la vallée de la Seine, Bonneuil est un rendez-vous manqué.

### Que fait-on pour la Seine ?

En 2017, la hausse des trafics fluviaux de l'Ile-de-France s'est expliquée principalement par la progression du volume des matériaux de construction. En revanche, le trafic de conteneurs n'a pratiquement pas bougé sur la Seine : 161 887 EVP contre 161 261 un an plus tôt : pas de quoi pavoiser.

- En Normandie, depuis deux ans, on a beaucoup réfléchi à la valorisation multimodale de l'Axe Seine. Ce fut le cas, le 5 juillet 2016, aux premières "Assises du fluvial de la Seine", ce fut le cas trois semaines plus tard à l'occasion de la publication du rapport Revet/Fourneyron sur "La compétitivité des ports normands de l'Axe Seine".

- Et depuis, tout le monde est d'accord sur les priorités : une nouvelle gouvernance pour HAROPA, la réalisation de la chaudière du Havre, la fiabilisation-modernisation de nombreuses écluses ; la mise au gabarit 2500 tonnes de la section Bray-Nogent ; la réalisation de la plate-forme multimodale de Seine-Sud ; la mise au gabarit européen de l'Oise et l'adaptation des ponts pour permettre la navigation à trois niveaux de conteneurs jusqu'à Longueuil-Sainte-Marie. Sans oublier la modernisation de Serqueux/Gisors, bien sûr !

*Mon commentaire* : le Premier Ministre connaît bien ces dossiers. Depuis plus d'un mois, il a entre les mains le rapport Philizot sur la gouvernance d'HAROPA, à Bonneuil, les Normands attendaient qu'il parle de la Seine pour illustrer sa politique pour le fret ferroviaire et fluvial, l'occasion était belle, pourquoi ne l'a-t-il pas fait ?

## Et pendant ce temps-là...

### • Dieppe : le grand projet...

À Dieppe, la construction d'un centre océanographique dans le nouveau quartier de la Zac Sud devrait débuter durant l'été 2019 pour s'achever durant l'été 2021. Il s'agit d'un complexe de 16 000m<sup>2</sup> pouvant accueillir près de 1200 espèces marines dans 120 bassins. L'ensemble comprendra également une fosse de plongée de 50m et un espace muséographique. Il sera doté d'un restaurant, d'un solarium et d'une terrasse panoramique. Soutenu par Pascal Aubert (Société Aqua) et un groupement d'investisseurs privés, le projet est estimé à plus de 60 M€ pour 500 000 à 1 million de visiteurs espérés chaque année.

### • Fleury sur Orne (14) : une plate-forme logistique de 10 ha.

Le groupe Eurivim veut implanter une plate-forme logistique de 10 ha sur un terrain de 30 ha situé sur les communes de Fleury-sur-Orne, Iffs et Saint-Martin-de-Fontenay (14) à proximité du périphérique sud de Caen. Eurivim table sur 450 à 800 camions par jour et prévoit l'emploi de 650 à 800 personnes à terme. Le chantier pourrait débuter dans un an.

### • Le data center de Val-de-Reuil.

Le projet d'extension du data center d'Orange situé à Val-de-Reuil va faire l'objet d'une enquête publique qui se déroulera du 23 avril au 25 mai inclus.